

PRÉFET DE L'HÉRAULT

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,  
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT  
520, Allées Henri II de Montmorency  
CS 69007  
34064 MONTPELLIER Cedex 02

**ARRETE PREFECTORAL N° 2013-01-2303**

**OBJET :** Installations Classées pour la protection de l'environnement  
**SOCIETE CEDEST à BALARUC-LES-BAINS**  
Cessation d'activité - remise en état

Le Préfet de la région Languedoc-Roussillon,  
Préfet de l'Hérault

**Vu** le Code de l'Environnement et notamment ses articles L511-1, L512-6-1 et R 512-39-5 ;

**Vu** la circulaire du 08 février 2007 relative aux installations classées - Prévention de la pollution des sols - Gestion des sols pollués ;

**Vu** la circulaire du 08 février 2007 relative aux sites et sols pollués - Modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°92-I-3097 du 22 octobre 1992 autorisant la société SUD FERTILISANT, usine de Balaruc-les-Bains, BP.2, 34540, Balaruc-les-Bains, à poursuivre l'exploitation de son usine de fabrication d'engrais minéraux sur le site de Balaruc-les-Bains (34540) ;

**Vu** le récépissé de déclaration n° 01/208 du 28 septembre 2001 prenant acte de la reprise de l'activité des établissements SUD FERTILISANT de Balaruc-les-Bains, depuis le 28 décembre 2000, par la SA CEDEST ENGRAIS, dont le siège est situé à 60403 NOYON, 12 avenue de la Gare, BP 20070 ;

**Vu** la déclaration de cessation définitive d'activité de la fabrication d'engrais sur le site de Balaruc-les-Bains en date du 12 septembre 2002 adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault par la SA CEDEST, dont le siège est situé 12, avenue de la Gare, BP 20070, 60403 NOYON CEDEX ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2003-1-1676 du 9 mai 2003 prescrivant à la SA CEDEST ENGRAIS la surveillance et le traitement des zones polluées sur son site de Balaruc-les-Bains, (34540), ainsi que la mise en place de restrictions d'usage sur les parties traitées ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2013-01-152 du 16 janvier 2013 prescrivant à la société CEDEST des mesures relatives à la cessation d'activité et à la remise en état de son site de Balaruc-les-Bains, (34540) ;

**Vu** le rapport intitulé « prélèvements et analyses d'échantillons des sols autour de la lagune - juin 2012 » (version 1), établi le 20 juin 2012 par la société EGIS STRUCTURES ET ENVIRONNEMENT pour le compte de la société CEDEST ;

**Vu** le rapport intitulé « Diagnostic de pollution – parcelle AR 147 », établi le 02 juillet 2013 et complété en sa version définitive du 15 octobre 2013 par la société EGIS STRUCTURES ET ENVIRONNEMENT pour le compte de la société CEDEST ;

**Vu** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées, en date du 15 octobre 2013 ;

**Vu** l'avis en date du 31 octobre 2013 du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques au cours duquel la société CEDEST a été entendue ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le 04 novembre 2013 à la connaissance du demandeur ;

**Vu** le courrier de la société CEDEST du 19 novembre 2013 ;

**Considérant** que les prélèvements et analyses, dont les résultats sont consignés dans le rapport du 02 juillet 2013 révisé les 02 octobre 2013 et 15 octobre 2013 susvisés, confirment la pollution des sols de la parcelle AR 147 par les métaux (As, Cd, Cu, Pb et Zn) , et le faible relargage de la fraction soluble des métaux,

**Considérant** que selon le rapport précité, les diverses phases de remblaiement de la lagune de Thau au droit du site de CEDEST, constituent une des sources de pollution de la parcelle AR 147,

**Considérant** que la lagune située sur la parcelle AR 147 a constitué l'exutoire des eaux de ruissellement et des eaux de process de l'ancienne usine,

**Considérant** que les principaux polluants retrouvés sur la parcelle AR 147 sont les mêmes, par leur nature, que ceux observés sur le site lors de la cessation d'activité de l'usine,

**Considérant** en conséquence que la responsabilité de la société CEDEST sur l'origine de la pollution de la parcelle AR 147 ne peut-être écartée,

**Considérant** les délais qui ont été nécessaires à la société CEDEST pour la réalisation des analyses effectuées dans le cadre de la détermination de l'origine de la pollution,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de l'Hérault,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 -**

Les dispositions suivantes de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°2013-01-152 du 16 janvier 2013 :

- remise à l'inspection des installations classées du rapport de synthèse relatif à l'extension de la pollution et du plan d'actions pour traiter les zones contaminées : 8 mois. »

sont supprimées et remplacées comme suit :

- «
- remise à l'inspection des installations classées du rapport de synthèse relatif à l'extension de la pollution et du plan d'actions pour traiter les zones contaminées : 13 mois. »

### **ARTICLE 2 - SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PÉNALES**

Dans le cas où les prescriptions définies par le présent arrêté ne seraient pas respectées indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application à l'encontre de la société CEDEST, des sanctions administratives prévues notamment à l'article L.171-8-I du Code de l'Environnement.

### **ARTICLE 3 - DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **ARTICLE 4 - CONTENTIEUX**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction

administrative conformément aux dispositions de l'article L.514-6 et R 514-3-1 du Code de l'Environnement.

- Par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié ;
- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

#### ARTICLE 5 - INFORMATIONS DES TIERS

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de BALARUC-LES-BAINS et pourra y être consultée.
- Un extrait de cet arrêté sera affiché pendant une durée minimum d'un mois dans cette Mairie.
- Ce même extrait devra être affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.


#### ARTICLE 6 - COPIE

Le Préfet de l'Hérault, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Languedoc-Roussillon, le Maire de BALARUC-LES-BAINS, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée administrativement à la société CEDEST.

*fait à Montpellier, le 5 DEC. 2013*

Pour le Préfet,

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

  
GILBERT JACOB

